



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Emploi et activité

Question écrite n° 48705

Texte de la question

M. Louis Pierna attire à nouveau l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le devenir du secteur public et semi public économique et financier, aujourd'hui mis en cause dans son existence même sous prétexte de difficultés que rencontrent plusieurs de ses établissements. Les gestions aventureuses à visées spéculatives mises en œuvre au cours des dernières années avec l'aval des pouvoirs publics, ne justifient nullement que soit remise en cause l'existence d'un large secteur public bancaire, qui mériterait au contraire d'être démocratisé, et ses missions d'intérêt public confirmées, reprises. Il en est par exemple du GAN où les salariés demandent que toute la lumière sur la situation de l'établissement soit faite, dans la plus grande transparence, ce qui appelle que soit associée à cette démarche la représentation nationale. Considérant la légitimité de cette demande et la nécessité dans cette attente d'un moratoire sur les suppressions d'emplois. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre en ce sens et pour que très rapidement un débat sur l'avenir du secteur bancaire et financier soit enfin inscrit à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale.

Données clés

Auteur : [M. Pierna Louis](#)

Circonscription : - COM

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 48705

Rubrique : Banques et établissements financiers

Ministère interrogé : économie et finances

Ministère attributaire : économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 février 1997, page 899